

Résolution de la conférence commune de la CGFP, du LCGB et de l'OGBL

Les responsables des structures syndicales de la CGFP, du LCGB et de l'OGBL, réunis à Dommeldange le 20 novembre 2014 constatent que le projet de budget 2015, le projet de loi de programmation pluriannuelle et le projet de loi de mise en œuvre des mesures d'épargne aura un impact négatif sur le pouvoir d'achat des salariés, fonctionnaires et employés publics et retraités alors que suite à la crise financière et économique et aux mesures fiscales et autres du précédent Gouvernement celui-ci a pratiquement stagné, voire régressé. Les mesures fiscales prévues (la hausse de la TVA, l'introduction d'une nouvelle contribution, la multitude de taxes publiques qui augmenteront) pèseront une fois de plus sur leur pouvoir d'achat.

Ils constatent et critiquent que la politique familiale qui prévoit e. a. de nouvelles coupes dans les allocations familiales pour les enfants à venir, coupes qui ne seront pas compensées par d'hypothétiques prestations en nature pour les enfants de 1 à 3 ans qui s'ajouteront encore à cette détérioration de la situation financière de nombreuses familles.

Ils soulignent que la politique d'austérité que le Gouvernement se propose de mettre en œuvre est essentiellement à charge des salariés, des fonctionnaires et employés publics et retraités qui ont un revenu moyen, voire faible, alors que les détenteurs de hauts et parfois de très hauts revenus sont exemptés de faire une contribution à la mesure de leur faculté contributive et que les revenus du capital ne sont pas touchés, ni d'ailleurs les profits des entreprises.

Ils s'opposent au projet du Gouvernement d'abolir les mesures temporaires adoptées pour sauvegarder l'emploi (chômage partiel) et pour soutenir les travailleurs qui ont perdu leur emploi suite à la crise et qui sont devenus chômeurs de longue durée, et ce alors que le chômage n'a pas baissé et que le chômage de longue durée reste très élevé et continue de croître. Ils s'opposent pour la même raison à la diminution projetée de l'aide au réemploi et à l'abolition sans contrepartie de la préretraite-solidarité.

Ils s'inquiètent du fait que le Gouvernement entend faire des économies dans le domaine de l'assurance – maladie. Ils critiquent l'approche unilatérale du Gouvernement qui risque de mettre en danger notre système d'assurance-maladie.

Ils critiquent l'orientation purement financière des mesures prévues dans le domaine de l'assurance-maladie et qui ont également été décidées de façon unilatérale, sans consultation et sans aucune concertation. Cette approche préjuge mal de la réforme à venir de l'assurance-dépendance.

Ils critiquent de même que sans aucune consultation et négociation le Gouvernement veut imposer des mesures qui touchent aux conditions de travail et de rémunération de certaines catégories de personnel fixées dans leur statut ou leur convention collective de travail.

Pour toutes ces raisons, les responsables des structures syndicales de la CGFP, du LCGB et de l'OGBL font un appel pressant et solennel au Gouvernement de prendre en considération les positions syndicales, d'amender ses projets dans ce sens et d'engager enfin un dialogue social digne de ce nom.

Ils décident de mobiliser leurs membres et d'engager des actions syndicales communes si le Gouvernement se refuse à aller dans ce sens.

**Communiqué commun de la CGFP, du LCGB et de l'OGB-L,
Dommeldange le 20 novembre 2014**